

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : AMR 41/031/2009 – ÉFAI

22 juin 2009

AU 161/09 Craintes pour la sécurité

MEXIQUE Trois communautés rurales de la municipalité de Coyuca de Catalán (État de Guerrero)

Entre le 9 et le 13 juin, des militaires se sont rendus dans trois communautés rurales de l'État méridional de Guerrero, où ils ont torturé, menacé, harcelé et tiré sur des adultes et des enfants. Cette incursion militaire visait à arrêter des membres d'un groupe armé d'opposition : l'Armée révolutionnaire du peuple insurgé (ERPI). Les habitants de ces communautés risquent de subir très prochainement de nouvelles attaques de la part des militaires.

Le 9 juin, environ 60 militaires sont arrivés dans les communautés de Puerto de las Ollas, Las Palancas et El Jilguero, qui pratiquent une agriculture de subsistance à Coyuca de Catalán, une commune de montagne. Ils ont tiré en l'air et en direction des hommes de ces villages alors que ceux-ci fuyaient vers les montagnes pour s'y cacher. Le lendemain, des renforts sont arrivés, portant à environ 500 le nombre de militaires présents. Pendant plus de cinq jours, les femmes et les enfants restés dans les villages ont été harcelés et parfois torturés. L'armée a quitté les lieux le 13 juin, à l'arrivée d'une mission d'observation constituée de représentants d'organisations de défense des droits humains et d'autres organisations de la société civile, notamment de la Commission de défense des droits humains de l'État de Guerrero (CODDEHUM).

Selon cette mission, un adolescent de quatorze ans, Omar García, a été torturé pendant plus de trois heures : on lui a administré des décharges électriques, bandé les yeux et recouvert la tête d'un sac en plastique, on l'a battu et menacé de le castrer. Un homme de trente-trois ans, César Acosta Ávila, qui souffre des suites d'une hémorragie cérébrale survenue il y a deux ans, a été torturé pendant trois heures : des militaires ont disposé des aiguilles sous les ongles de ses doigts, l'ont giflé et lui ont recouvert la tête d'un sac en plastique ; ils l'ont frappé au visage et au torse, l'ont menacé de lui administrer des décharges électriques au niveau des mamelons et de le placer en détention s'il les dénonçait.

Au cours de ces cinq jours, les militaires ont menacé et harcelé des femmes pour tenter d'obtenir des informations sur les membres du groupe armé. Ils ont menacé trois femmes en leur plaçant un couteau sous la gorge, coincé une femme enceinte entre eux avant de la plaquer contre un mur, et menacé de tuer une femme avec un bébé. Des militaires auraient menacé et interrogé plusieurs enfants, y compris un petit garçon de huit ans au moyen d'une arme.

Les militaires ont effectué des descentes dans des maisons, volé et détérioré des biens et menacé d'incendier ces logements. Ils auraient aussi tenté de fabriquer des éléments de preuve afin d'établir un lien entre les villageois et des groupes armés ou des trafiquants de stupéfiants.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les hameaux de Las Palancas, Puerto de las Ollas et El Jilguero comprennent chacun 10 à 20 maisons de bois. Depuis plus de dix ans, il existe des tensions entre les habitants et un « cacique » local (homme d'influence sur le plan politique), qui serait en relation avec un cartel de la drogue. L'opération qui a eu lieu du 9 au 13 juin a été, semble-t-il, déclenchée par une déclaration faite le 31 mai par le commandant Ramiro de l'Armée révolutionnaire du peuple insurgé (ERPI), un groupe armé d'opposition local, dans laquelle il accusait ce « cacique » d'utiliser un groupe paramilitaire contre les travailleurs ruraux opposés à la déforestation ou à la culture de plants de drogue dans cette région.

Depuis 2008, Amnesty International a recueilli des informations sur un nombre croissant de faits commis dans tout le Mexique par des militaires : exécutions illégales, torture, mauvais traitements, détention arbitraire et perquisitions illégales au domicile.

La justice militaire reste compétente pour enquêter lorsque des membres de l'armée sont accusés de violations des droits humains et pour poursuivre les auteurs présumés de ces violations.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- demandez à l'État et aux autorités civiles fédérales d'ordonner l'ouverture immédiate d'une enquête approfondie et impartiale sur les allégations d'actes de torture et de harcèlement commis par des militaires à l'encontre des habitants de Las Palancas, Puerto de las Ollas et El Jilguero entre le 9 et le 13 juin ;
- exhortez les autorités à protéger les habitants de ces villages contre de nouvelles attaques, dans le respect de leurs souhaits.

APPELS À :

Procureur général de la République :

Lic. Eduardo Medina-Mora Icaza
Procuraduría General de la República
Av. Paseo de la Reforma n° 211-213, Piso 16
Col. Cuauhtémoc, Delegación Cuauhtémoc
México D.F., C.P. 06500, Mexique

Fax : +52 55 5346 0908

Formule d'appel : Señor Procurador General, / Monsieur le Procureur général,

Ministre de la Défense nationale :

Gral. Guillermo Galván Galván
Secretaría de la Defensa Nacional
Blvd. Manuel Ávila Camacho s/n, esq. Av. Industria Militar
Col. Lomas de Sotelo, Del. Miguel Hidalgo
México D.F., C.P. 11640, Mexique

Fax : (+52 55) 55575571

Formule d'appel : Señor Secretario, / Monsieur le Ministre,

Gouverneur de l'État de Guerrero :

Lic. Zeferino Torreblanca Galindo
Gobernador del Estado de Guerrero
Palacio de Gobierno
Blvd Rene Juárez Cisneros No. 62
Edificio B, Ciudad de los Servicios
CP 39075, Chilpancingo, Guerrero, Mexique

Fax : +52 747 471 9802

Courriers électroniques : gobernador@guerrero.gob.mx

Formule d'appel : Señor Gobernador, / Monsieur le Gouverneur,

COPIES À :

Commission de défense des droits humains de l'État de Guerrero :

Lic. Juan Alarcón Hernández, Presidente de la Comisión de Defensa de los Derechos Humanos del Estado de Guerrero (Coddehum), Avda. Juárez, Esq. Galo Soberón y Parra
Col. Centro, 39000, Chilpancingo
Guerrero, Mexique

Courriers électroniques : coddehum@prodigy.net.mx

Formule d'appel : Señor Presidente, / Monsieur,

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Mexique dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 3 AOÛT 2009, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.